

M. Sahel plaide en faveur d'un environnement international plus propice au financement du développement

NEW YORK (MAP) - L'ambassadeur représentant permanent du Maroc auprès de l'ONU, M. El Mostafa Sahel, a plaidé en faveur d'un environnement international plus propice au financement du développement, notant que la conférence de Doha en 2008 constitue "un rendez vous à ne pas manquer" pour donner un nouveau souffle au partenariat Nord-Sud.

"Les pays en développement ne peuvent atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) sans disposer des moyens de financement suffisants et prévisibles. A mi-parcours de la réalisation de ces objectifs, les indicateurs de développement dans plusieurs pays en développement restent en deçà des objectifs fixés, augurant qu'à l'échéance 2015 ces pays ne seront pas en mesure de les réaliser", a affirmé M. Sahel devant une réunion de haut niveau, tenue mercredi, au siège de l'ONU à New York.

Ce sont en particulier les pays d'Afrique qui n'ont pas vu leur taux de pauvreté diminuer durant ces dernières années, a déploré l'ambassadeur, estimant qu'une mobilisation de tous les partenaires de développement et de tous les moyens, tant internes qu'externes, est nécessaire pour atténuer les effets de ce fléau sur le continent africain.

Rappelant que les pays en développement ont consenti des efforts considérables en matière de réformes et ont mobilisé leurs capacités internes de financement, afin de combler leur déficit en matière de développement, il a regretté l'insuffisance des moyens propres, la régression de l'Aide Publique au Développement (APD) et le fardeau de la dette qui continuent à limiter leurs ambitions.

"Il est urgent d'inverser la tendance actuelle qui s'achemine vers une régression continue des apports de l'aide publique au développement malgré les engagements pris et les promesses faites", a plaidé M. Sahel.

Au recul des flux de l'aide, s'ajoute, selon lui, le fardeau de la dette qui continue de grever les budgets des pays en développement et anéantir leurs efforts de développement, soulignant à cet effet que les engagements pris récemment dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres lourdement endettés (PPTE), aussi louables et importantes soient-ils, demeurent insuffisants.

"Beaucoup reste à faire sur la voie d'une annulation de la dette des pays pauvres lourdement endettés. D'autres mesures sont nécessaires pour accompagner les efforts déployés par les pays en développement à moyen et faible revenu dans la gestion durable de la dette extérieure", a insisté le diplomate.

Par ailleurs, il a souligné que si le commerce international est considéré comme un moteur de croissance économique pouvant générer des ressources pour financer le développement, les attentes des pays en développement dans le cycle de travail de Doha risquent de ne pas être réalisées en raison du manque de progrès dans les négociations multilatérales.

De surcroît, leurs produits continuent à affronter des obstacles tarifaires et non tarifaires pour accéder aux marchés des pays développés.

"C'est dire que la dimension développement du cycle de Doha représente l'un des rares espoirs sur lequel les pays en développement puissent compter pour tirer pleinement profit des opportunités qu'offre le système commercial multilatéral et parvenir à une croissance économique soutenue", a-t-il dit.

Et d'expliquer que les investissements directs étrangers sont une source importante de financement de développement, du fait de leur impact sur l'emploi et le transfert de technologies, relevant que ce sont, encore une fois, les pays en développement et particulièrement les plus pauvres parmi eux qui reçoivent le moins d'investissements étrangers directs.

Pour M. Sahel, il est important de soutenir les efforts consentis par les pays en développement pour attirer les investissements directs étrangers en accompagnant leurs actions pour améliorer le climat des affaires et les systèmes de gouvernance.

A côté des sources de financement classiques, qui demeurent indispensables pour le développement, le diplomate a émis enfin l'espoir que la prochaine conférence de suivi sur le financement du développement à Doha sera l'occasion pour réfléchir à d'autres sources de financement novatrices.

Il a évoqué, pour exemple, la Facilité Internationale d'Achat de Médicaments (UNITAID), une initiative financée par le produit de la contribution internationale de solidarité sur les billets d'avion, qui a pour objectif d'améliorer l'accès aux médicaments dans les pays en développement pour lutter contre les trois grandes pandémies que sont le sida, la tuberculose et le paludisme.